

Quel potentiel de développement territorial de l'ESS ?

Dans le cadre de son plan d'action 2014, l'Udess 05 a souhaité pouvoir réaliser un travail d'analyse sur le potentiel de développement territorial de l'ESS (point D.4 de son plan d'action 2014). Le document suivant présente tout d'abord quelques enjeux théoriques d'une analyse concernant le développement territorial, la pertinence d'une telle analyse concernant le département des Hautes-Alpes, les éléments de problématiques retenus et le terrain sur lequel a été effectuée l'analyse. Enfin, il présente les résultats retenus qui mettent

I. DEFINITION, CONTEXTE ET TERRAINS D'ANALYSE

Le développement territorial, entre gouvernance et régulation

Parler de développement territorial renvoie irrémédiablement à une précision sur la notion de *territoire*. On reprendra ici la définition d'Andy Smith qui y voit un espace géographique qui perdure, caractérisé par « des frontières politiques mais également des symboles et représentations sociales qui au cours de l'histoire ont été inscrits dans l'espace sous la forme d'appartenances et de cultures ».

Le concept de développement territorial entrevoit le territoire dans le cadre d'une approche dynamique : « comme un concours d'acteurs, dans un contexte spatial déterminé qui vise à faire émerger, puis à tenter de résoudre, sous contrainte environnementale, un problème sociétal ou productif partagé »¹.

La place de l'ESS dans le développement territorial est perçue à partir de 2 entrées :

- Dans le cadre de la « gouvernance territoriale », l'ESS participe à l'organisation territoriale et au système de décision. Elle y tient un rôle « dans la défense d'intérêts collectifs, la manifestation d'aspirations sociales (comme la participation, la créativité, la solidarité...) comme porteuses de diverses idéologies et de stratégies (de résistance aux déstructurations, d'intégration aux dynamiques sociales, de transformation aux modes de vie...) et éventuellement comme alimentant un mouvement social »². Dans ce cadre et pour le dire autrement, le développement territorial n'est pas exclusivement le résultat des politiques publiques (donc de l'Etat ou des acteurs publics à travers des programmes d'action) mais bien plutôt une coproduction entre autorités publiques et différents acteurs sur le territoire en capacité d'intervenir en ce domaine et associés aux processus décisionnels.
- L'ESS est également un acteur de « régulation territoriale » qui par sa présence, son poids et ses activités économiques influe sur le mode de production du territoire. Le développement territorial n'est pas ici uniquement le résultat d'une addition d'actions productives et de flux monétaires ; il concerne le « mode d'interaction et de coordination des activités, des emplois et revenus, et des flux de capitaux, qui permettent d'assurer la régularité du système productif ».

Pour aborder le potentiel de développement territorial des entreprises de l'ESS du 05, on s'intéressera tout autant au processus de *gouvernance territoriale*³ qu'à celui de *régulation territoriale*⁴.

L'ESS dans les Hautes-Alpes : un acteur de poids

Le département des Hautes-Alpes apparaît comme un territoire pertinent pour une telle analyse : elle bénéficie d'un poids économique conséquent et d'une reconnaissance politique institutionnelle singulière.

L'ESS représente dans les Hautes-Alpes près de 20% de l'emploi privé⁵. En termes de volume, elle occupe donc une place notoire dans le paysage économique du département. Fortement développée dans le secteur de l'action sociale (38,5% des

¹ Pecqueur, B., Itçaina, X., « Economie sociale et solidaire et territoire : un couple allant de soi ? », Revue internationale de l'économie sociale, 2012, no325, pp. 48-64

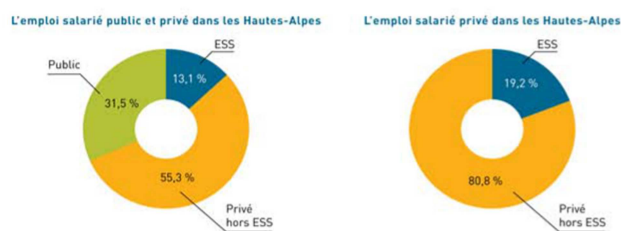
² Demoustier, D., Richez-Battesti, N., Les organisations de l'économie sociale et solidaire : gouvernance, régulation et territoire, Géographie, économie, société, Volume 12, N°1, Janvier-Mars 2010, p-p 5-14.

³ «[...]cadre et modalités institutionnelles de prise de décision sur le mode de développement territorial à travers les débats publics, l'action publique, et plus précisément la production des politiques publiques »

⁴ « [...]mode d'interaction et de coordination des activités, des emplois et revenus, et des flux de capitaux, qui permettent d'assurer la régularité du système productif »

⁵ Pour être précis, 19,2% des salariés privés du département et 13,1% de l'ensemble des salariés. Source : Observatoire régional ESS-CRESS PACA, d'après Insee Clap 2010 et 2011

effectifs), elle occupe également les secteurs de la santé, des services, des activités financière.... Ces chiffres tendent à présenter une forme de l'ESS, un visage issu des activités qu'elle occupe et de sa taille en termes d'emploi.



6

Au-delà de cette vision chiffrée, il existe également ce qu'on peut appeler une ESS « politique » et qui s'affirme par le biais de l'Udess 05, structure de représentation de l'ESS existant depuis 2008 et qui réunit en 2013 près de 50 adhérents. Présente au sein de différentes instances territoriales, l'Udess 05 est un acteur politique dont le développement depuis sa création traduit une reconnaissance de l'ESS par les autres acteurs institutionnels publics ou privés.

Problématique

Aux vues du poids économique de l'ESS et de sa reconnaissance institutionnelle, il semble donc pertinent de s'interroger sur sa capacité à peser et orienter le développement social, économique et culturel des Hautes-Alpes.

L'ESS se définit comme un ensemble d'acteurs qui entreprennent autrement, qui se distinguent des autres acteurs économiques. Aussi on peut légitimement se poser la question : ces entreprises sont-elles porteuses ou productrices d'un développement territorial différent ? Et en quoi ? Quelle définition d'un développement territorial d'ESS permettent-elles de faire émerger ?

Le terrain

Pour ce faire, l'Udess 05 s'appuie sur plusieurs initiatives qui ont pour objet de peser et d'orienter le développement des Hautes-Alpes et dans lesquelles elle est elle-même investie.

Le Pôle territorial de coopération économique Ecomatériaux Alpes du Sud porté par le Comité d'expansion 05 : développer l'écoconstruction dans les Hautes-Alpes à partir d'un réseau d'acteurs adoptant un fonctionnement basé sur la coopération

Le Comité d'expansion 05 (Comité de Bassin d'emploi depuis 1999) se définit comme une « association de développement économique ». Il œuvre dans plusieurs domaines (santé, écoconstruction, économie sociale et solidaire...) et se fixe comme rôle : « *De constituer un lieu de rencontre des organisations et des individus prenant des responsabilités en vue d'animer ou de susciter une vie économique et sociale locale par la réflexion, l'information, l'action et la formation* »⁷.

Au cours de l'année 2013, il fait émerger le projet d'un PTCE sur les écomatériaux dans le département des Hautes-Alpes et fait acte de candidature, en collaboration avec l'Udess 05 dans le cadre de l'appel à projet de juillet 2013 concernant les PTCE au niveau national. Le 10 janvier 2014, le PTCE est lauréat de l'appel à projet.



Pôle territorial de coopération économique

Le Labo de l'ESS⁸ définit un PTCE comme un « groupement d'acteurs sur un territoire – réseaux de l'économie sociale et solidaire associés à des petites et moyennes entreprises, collectivités locales, centres de recherche et organismes de formation – qui met en œuvre une stratégie commune et continue, de coopération et de mutualisation, au service de projets économiques innovants de développement local durable »

Pour reprendre les termes du dossier déposé dans le cadre de cet appel à projet, « le réseau d'acteurs engagés dans cette dynamique vise les trois grands objectifs suivants :

- Favoriser la production d'écomatériaux en mobilisant les ressources naturelles, humaines et les savoir-faire locaux ;

⁶ Source : Observatoire régional ESS-CRESS PACA, d'après Insee Clap 2010 et 2011

⁷ www.comite-expansion05.fr

⁸ <http://www.lalabo-ess.org/?+-PTCE-+>

- Réaliser des écoconstructions locales comme soutien au développement durable du territoire, c'est-à-dire comme expression d'une commande écologique, économique et d'utilité sociale ;
- Positionner les organismes de formation locaux comme acteurs de la valeur ajoutée sur le territoire de par leur fonction : de production de connaissances (dont participation à des travaux de recherche) de diffusion de connaissances, d'outil d'insertion des personnes éloignées de l'emploi. »

Le projet « Et vous comment vous faites ? » porté par la CAE⁹ Coodyssée : mettre au jour et développer des coopérations, à partir de la notion de « système d'activité »

Coodyssée est créée en 2008. C'est une coopérative qui fonde son action autour de l'accueil et l'accompagnement de porteurs de projets, un travail de gestion pour les entrepreneurs-salariés, le développement de l'entrepreneuriat collectif et la participation au développement territorial des Hautes-Alpes. Elle compte plus de 60 entrepreneurs salariés répartis sur l'ensemble des Hautes-Alpes.



Au cours de l'année 2013, la coopérative fait émerger le projet « Et vous comment vous faites ? », qualifié de « travail d'action-formation ». Coodyssée œuvre depuis alors depuis plus d'un an sur la question de la pluriactivité en territoires de montagne et ce projet s'inscrit dans cette démarche. Il prend pour point de départ un questionnaire de la part d'un des entrepreneurs salariés : « comment vous faites pour joindre les 2 bouts tout en réalisant des activités qui font sens pour vous ? ». Il s'appuie sur 3 notions clé que sont le territoire, la coopération et le système d'activité. Cette dernière désigne :

« un ensemble d'activités, articulées au sein du ménage ([ou de l'entreprise et plus globalement] de l'entité sociale), pour lesquelles sont mobilisées des ressources techniques mais aussi des relations interpersonnelles se référant à différents systèmes normatifs (moraux, familiaux, citoyens, etc.) et caractérisées par la recherche spécifique ou globale d'objectifs marchands et non marchands, permettant la *satisfaction des besoins économiques et sociaux du groupe*. »¹⁰

Le système d'activité permet d'éclairer sur les interactions entre activités économiques, projets de vie, ancrage territorial... C'est un outil d'analyse qui provient d'un ensemble de recherche concernant le monde agricole et la volonté de comprendre les ressorts de l'activité observée¹¹.

Le projet a pour objectif de s'en saisir collectivement pour en éprouver l'efficacité dans le cadre de l'accompagnement aux porteurs de projets et le développement de l'entrepreneuriat collectif. L'Udess 05 en est partenaire au même titre que l'association ALATRAS (spécialisée sur les saisonniers) et l'association ADRETS (réseau de plusieurs Relais de services publics sur le massif alpin), ou encore que plusieurs collectivités comme les pays du grand Briançonnais ou le pays Gapençais.

L'Udess 05 : soutenir et développer une parole politique d'ESS à partir du regroupement d'entreprises sur le département des Hautes-Alpes

Créée en 2008, l'association Udess 05 s'est fixée comme objet principal la représentation des entreprises de l'économie sociale et solidaire. Regroupant des associations, des mutuelles et des coopératives des Hautes-Alpes, elle rassemble aujourd'hui plus d'une cinquantaine d'adhérents. Présente au sein de plusieurs instances territoriales, elle fait l'objet d'une reconnaissance de la part des institutions publiques mais également des acteurs du dialogue social (syndicats de salariés et d'employeurs).

Unique en France, l'Udess 05 était une exception territoriale jusqu'à l'année dernière. Elle est en effet reproduite sur d'autres territoires départementaux de la Région PACA, à l'initiative de la CRESS PACA.

Jusqu'à présent « objet politique non identifié », l'association se caractérise par le fait qu'elle effectue avant tout un travail politique : elle regroupe les entreprises de l'ESS, elle organise une parole de ces entreprises et la porte au sein de différentes instances territoriales.

⁹ Coopérative d'activités et d'emploi

¹⁰ *extrait du projet*

¹¹ Gaillard, C., Sourisseau, J-M., Système de culture, système d'activité(s) et rural livelihood : enseignements issus d'une étude sur l'agriculture kanak (Nouvelle-Calédonie).

II. L'INSCRIPTION DE L'ESS DANS LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL DES HAUTES-ALPES

Les 3 terrains sélectionnés ont permis de poser plusieurs constats. Ils valident selon nous l'idée que l'ESS présente un potentiel de développement territorial à travers sa capacité à œuvrer à la co-production d'une ressource territoriale, à se présenter comme lieu de médiation entre des dynamiques individuelles, collectives et territoriales et enfin par sa volonté d'intervenir comme acteur de la gouvernance territoriale.

PTCE : le développement d'une filière sur un modèle d'organisation d'ESS

L'objectif du PTCE est apparu clairement comme étant pour les premières années la structuration d'une filière économique, celle de l'écoconstruction, par la coopération. Dans ce cadre, le Pôle se développe sur un modèle d'organisation historiquement lié à l'ESS, la coopération et participe à l'émergence et la consolidation d'une « ressource territoriale »¹².

Il s'agissait de regrouper l'ensemble des acteurs économiques concernés par l'écoconstruction afin d'enclencher des synergies, construire des actions communes, mutualiser des moyens et des connaissances¹³. Dans ce but, 2 comités de coopération ont été organisés¹⁴ et ont réuni un large panel de parties prenantes loin d'être exclusivement issus de l'ESS : agriculteurs, transformateurs, architectes, entreprises du BTP, associations...

L'organisation de ces réunions ainsi que leur déroulement traduit la volonté de structurer un réseau d'acteurs autour d'une triple dynamique : l'interconnaissance par la valorisation des projets des participants, le développement d'action en commun et l'information concernant les orientations publiques stratégiques concernant le secteur de l'écoconstruction. Elle se fonde sur un découpage stratégique du projet en 3 axes que sont la « production d'éco matériaux » (chanvre, paille, bois), les « chantiers exemplaires » (exemple : un travail sur l'amélioration du label écogite) et la « sécurisation des parcours vers le retour à l'emploi ».

Le développement du Pôle sur ce modèle permet d'envisager la manière dont l'ESS devient co-productrice d'une « ressource territoriale »¹⁵. Celle-ci, avant tout le « produit d'une construction sociale »¹⁶ est liée à plusieurs dimensions :

- l'histoire et la culture du territoire liées à sa position
- la configuration des acteurs locaux, leurs modes de coordination.
- la synergie entre différentes ressources locales
- une représentation partagée de cette ressource.

L'action du PTCE apparaît donc comme contribuant à la coproduction de l'écoconstruction comme « ressource territoriale » alpine.

« Et vous comment vous faites ? » : l'ESS comme modèle de médiation territorial

Le projet porté par Coodyssée a donné lieu à un séminaire en décembre 2013 puis plusieurs séminaires de travail au cours de 2014¹⁷. Ces temps de travail ont permis aux participants de s'approprier la notion de « systèmes d'activité » et d'en éprouver la pertinence dans la compréhension et l'orientation de leurs activités.

De manière plus fine, le projet a mis au jour la nécessité de privilégier une triple approche pour mieux comprendre et stimuler l'entrepreneuriat au niveau territorial. Celle-ci peut se résumer par la formule issue de la présentation du projet : « [ce dernier] organise donc un va-et-vient entre les systèmes d'activité de personnes, des dynamiques collectives et des logiques territoriales. ».

Les travaux de Marion Boccoz¹⁸, centrés sur l'analyse du rôle des opérateurs touristiques aux positionnements atypiques sur le territoire des écrans, ont porté en partie sur le projet de Coodyssée. et mis au jour le caractère médiateur de la coopérative dans la « fabrique du territoire » notamment dans le développement de pratiques relevant de la culture « transmoderne », définie comme « un ensemble de références, de valeurs et de pratiques qui orientent (de manière explicite ou implicite) le

¹² Gumuchian et Pecqueur, 2007, p.5

¹³ Dossier de candidature à l'appel à Projet PTCE 2013, Comité d'expansion 05.

¹⁴ 25/06 et 25/09/2014

¹⁵ La ressource est définie comme « une caractéristique construite d'un territoire spécifique et ce, dans une optique de développement. » (Gumuchian et Pecqueur, 2007, p.5)

¹⁶ Intervention B. Pecqueur, Forum de l'Udess 05 – 05 décembre 2014

¹⁷ 18/02, 24/02

¹⁸ Boccoz, Marion, Culture transmoderne et créativité territoriale, Les expérimentations individuelles des opérateurs touristiques sont-elles actrices d'une dynamique territoriale alternative ?, Mémoire de Master 2 Innovation et territoire, parcours tourisme, Le cas du Pays des écrans (Hautes-Alpes), sous la direction de Philippe Bourdeau 2014, IGA, PACTE

positionnement, l'identité et l'activité des individus dans le sens d'une éthique, d'un développement personnel et collectif, d'une coopération, d'une éco-citoyenneté, d'une responsabilité sociale et d'un ancrage territorial »¹⁹.

Suivant une telle idée, il apparaît possible de concevoir les organisations de l'ESS par rapport à leur rôle de médiation entre les projets des personnes, les projets collectifs et les projets territoriaux.

Un des enjeux pour l'Udess 05 était de cerner la pertinence de la notion de système d'activité à l'échelle d'une organisation collective et non plus uniquement à l'échelle des individus. Si la démarche du système d'activité ne semble pas reproductible à l'identique avec des entreprises, elle ouvre néanmoins une réelle perspective de compréhension des mécanismes d'organisation collective dans un cadre territorial.

L'Udess 05 : l'institutionnalisation de l'ESS dans le cadre de la gouvernance territoriale

La création et le développement de l'Udess 05 comme structure de regroupement et de représentation politique de l'ESS apparaissent au niveau national comme exceptionnels. L'association est quasiment la seule de ce type avec un réel niveau de structuration et ayant accédé à un tel niveau de reconnaissance auprès des acteurs du territoire.

Exemplaire, l'Udess 05 participe aujourd'hui à la dynamique « Udess²⁰ » portée par la Cress Paca et qui vise à structurer sur ce modèle l'ensemble des territoires de la région Paca.

L'analyse de la structure dans le cadre d'une recherche en science politique²¹ a permis de concevoir dans quelle mesure les acteurs de l'ESS organisés peuvent accéder aux instances territoriales et participer aux modes de gouvernance. Nous avons retenu que l'Udess 05 apparaissait comme un compromis institutionnel, qu'elle intervient de différentes manières dans la gouvernance territoriale et qu'elle est avant tout un exemple de coopération politique.

L'Udess 05 constitue à la fois un regroupement d'employeurs et d'entreprises. Cette ambivalence se traduit par une référence à 2 types de regroupements : les syndicats d'employeurs et les chambres consulaires. Au niveaux national et régional²², ces regroupements dans l'ESS sont différenciés. Ici, ils apparaissent comme portés par la même structure et qui plus est, complémentaires. Il s'agit, comme l'explique l'un des responsables d'une représentation sur « ses 2 pieds ». Cette particularité institutionnelle semble due en grande part au contexte local et permet à l'Udess 05 une intégration large dans diverses instances locales, augmentant sa capacité à agir dans le cadre de la gouvernance territoriale.

L'intervention de l'Udess 05 se constate tout d'abord au niveau de la gouvernance « verticale »²³, plus volontiers centrée sur l'action des pouvoirs publics. Dans ce cadre elle inscrit son action dans les programmes d'action publiques spécifiques liés à l'emploi, au dialogue social ou encore au développement économique, l'association participe pleinement à leur mise en œuvre.

Par ailleurs, elle se positionne également sur le terrain de la gouvernance « horizontale », en tant qu'acteur autonome et né avant tout de la volonté des acteurs de l'ESS. Dans ce cadre, elle intervient au niveau des rapports institutionnels avec les acteurs de l'ESS, ou encore de l'ensemble du territoire. Elle devient par ailleurs capable également d'influer sur les modalités d'action publique, notamment en agissant au niveau de ses référentiels.

Ces modes d'intervention amènent également à concevoir l'organisation interne de l'association. Il apparaît dans ce cadre que l'Udess 05 est avant tout un lieu de coopération politique. Ce qui amène à concevoir qu'elle n'intervient que très peu voire pas du tout en matière de « régulation territoriale », c'est-à-dire dans l'organisation des modes de production du territoire.

CONCLUSION

L'ESS a plusieurs options aujourd'hui pour investir le champ du développement territorial. Les exemples sur lesquels nous avons fondé notre analyse ont mis en évidence sa capacité à œuvrer dans le cadre de la structuration d'une filière économique, à effectuer un rôle de médiation essentiel à la fabrique du territoire et enfin à intervenir à différents niveaux de la gouvernance territoriale.

19 (Bourdeau, 2014).

20 Union territoriale de l'économie sociale et solidaire.

21 Fraizy, Jean-Joël, L'Udess 05, L'institutionnalisation d'une représentation politique d'ESS, Mémoire de master 2, Master « développement et expertise de l'économie sociale », Sciences Po Grenoble, sous la direction de Xavier Itçaina, 2014.

22 L'Union des employeurs de l'ESS (Udes) est le regroupement syndical interprofessionnel et la Chambre Française de l'ESS, ainsi que les Cress sont les regroupements de entreprises de l'ESS aux niveau national et régional.

23 Enjolras Bernard, « Gouvernance verticale, gouvernance horizontale et économie sociale et solidaire : le cas des services à la personne », Géographie, économie, société, 2010/1 Vol. 12, p. 15-30.

BIBLIOGRAPHIE

- Boccoz, Marion, Culture transmoderne et créativité territoriale, Les expérimentations individuelles des opérateurs touristiques sont-elles actrices d'une dynamique territoriale alternative ?, Mémoire de Master 2 Innovation et territoire, parcours tourisme, Le cas du Pays des écrivains (Hautes-Alpes), sous la direction de Philippe Bourdeau 2014, IGA, PACTE
- Carvalho de Franca, G., Laville, J-L, Action publique et économie solidaire, éditions Eres, Paris, mai 2005
- Cefaï Daniel, Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective, La Découverte, coll. «bibliothèque du mauss », Paris, 2007
- Demoustier, D., Richez-Battesti, N., Les organisations de l'économie sociale et solidaire : gouvernance, régulation et territoire, Géographie, économie, société, Volume 12, N°1, Janvier-Mars 2010, p-p 5-14.
- Enjolras Bernard, « Gouvernance verticale, gouvernance horizontale et économie sociale et solidaire : le cas des services à la personne », Géographie, économie, société, 2010/1 Vol. 12, p. 15-30
- Fraizy, Jean-Joël, L'Udess 05, L'institutionnalisation d'une représentation politique d'ESS, Mémoire de master 2, Master « développement et expertise de l'économie sociale », Sciences Po Grenoble, sous la direction de Xabier Itçaina, 2014.
- Gumuchian, H., Pecqueur, B., (sous la dir.), La ressource territoriale, Economica, Paris, 2007.
- Holec, N., Brunet-Jolivald, G, 2000. « De la gouvernance des économies à celle des territoires : Note de synthèse sur la gouvernance », Centre de documentation de l'urbanisme.
- Itçaina Xabier, La politique du lien, Les nouvelles dynamiques territoriales de l'économie sociale et solidaire, PU Rennes, coll. « Espace et Territoires », Rennes, 2010
- Itçaina, X., Palard, J., Ségas, S., (sous la dir.), *Régimes territoriaux et développement économique*, PU Rennes, Rennes, 2007
- Pecqueur, B., Itçaina, X., « Economie sociale et solidaire et territoire : un couple allant de soi ? », Revue internationale de l'économie sociale, 2012, no325, pp. 48-64